**Grand débat, les citoyens veulent « co-construire » les services publics de demain**

**Les conférences citoyennes régionales qui se sont tenues du 15 au 23 mars ont abouti à une liste de propositions dont La Croix a pu prendre connaissance.**

**L’accessibilité des services publics s’impose parmi les priorités de ces citoyens qui comptent bien participer à leur refonte.**

La Croix, Béatrice Bouniol, le 27/03/2019 à 16:39

C’était une première. Dans une vingtaine de villes en France, des citoyens tirés au sort ont été invités à participer à des conférences régionales sur les thèmes [du grand débat national](https://www.la-croix.com/France/Politique/grand-debat-national-gilets-jaunes-emmanuel-macron?from_univers=lacroix), lors de deux week-ends. À chaque fois, ils ont eu pour tâche de formuler une liste de propositions dont *La Croix* a pu prendre connaissance.

Un *« service public pour tous et partout »* apparaît dans leurs priorités, avec l’équité fiscale et la transition écologique. Pour ces citoyens, il s’agit avant tout d’améliorer leur accessibilité, par exemple par la mise en place de maisons de service public, de *« guichets uniques »* ou encore de *« bus itinérants dans les zones rurales »*. Cette *« adaptation à chaque territoire »* implique pour certains une étape supplémentaire de décentralisation, afin de laisser aux collectivités *« le soin de maintenir le service public le plus gratuit possible »*. Pour d’autres, elle exige surtout l’implication des citoyens qui connaissent la réalité du terrain.

**La santé et l’éducation au cœur des propositions**

Parmi les services publics, ceux qui concernent la santé et l’éducation font l’objet d’une majorité de propositions. Pour lutter contre les « déserts médicaux », ces Français tirés au sort recommandent notamment la mise en place d’un service médical obligatoire, la généralisation des maisons de santé ou des téléconsultations médicales.

Quant aux jeunes de 18-25 ans, qui étaient réunis à Aix-en-Provence, ils appellent à *« une refonte du système éducatif en profondeur »* : de petits effectifs par classe pour lutter contre le décrochage scolaire, *« des études ouvertes à tous », « la promotion des tutorats et des stages »* et le développement de *« l’esprit critique* ».

Comme eux, nombre de ces citoyens souhaitent une réflexion partagée sur les services publics, pour définir *« de façon participative et en amont »* les critères pour les évaluer. De même, ils souhaitent que soient rendus publiques et accessibles *« leurs missions et leurs résultats »*. Cette demande de participation se veut à la hauteur des enjeux, maintes fois rappelés : *« inventer les services publics de demain »* pour maintenir *« le lien social »*.

**Des services publics « à réparer »**

*« Les services publics ressortent particulièrement des délibérations car ces citoyens ont le sentiment qu’ils constituent le socle de la République, qu’ils sont donc à protéger voire à réparer dans les lieux où ils sont en déshérence »*, commente Gilles Laurent-Rayssac, président du cabinet Res publica en charge de l’organisation de ces conférences*.*

Cependant, complète-t-il, ce diagnostic partagé s’accompagne difficilement de consensus sur les mesures concrètes. *« On sait ce qu’on doit faire mais on n’est pas sûr d’être d’accord sur la manière d’y parvenir*, résume-t-il. *Ces conférences ont montré qu’il existe plus de terrains d’accord qu’on pouvait le penser, mais en même temps, que les points de désaccord peuvent être très intenses. »* Le rôle des fonctionnaires par exemple a pu provoquer de fortes frictions, note encore le consultant, promettant que la synthèse de son cabinet fera place à ces controverses autant qu’au classement final des priorités.

**L’influence de la méthodologie**

Car c’est un point soulevé par les observateurs : le protocole qui obligeait chaque groupe à formuler une mesure précise a favorisé les propositions consensuelles. *« En l’absence d’analyses fournies par des experts, les gens sont influencés par ce qu’ils ont entendu, y compris les lignes rouges fixées par le gouvernement,* regrette ainsi le sociologue Jean-Michel Fourniau, coordinateur de l’Observatoire des débats (lire les repères). *Ils ont alors tendance à se raccrocher à des valeurs partagées. »* L’attachement aux services publics en est une.

*« Le diagnostic d’une inégalité d’accès a facilité le consensus sur ce thème »,* confirme Loïc Blondiaux, professeur de sciences politiques et membre de l’observatoire des débats. S’il voit là le retour *« aux valeurs d’égalité et de justice sociale »*, le chercheur souligne aussi l’importance des divergences dans ces délibérations : *« C’est toute la question du traitement de ce grand débat national*, conclut Loïc Blondiaux. *Ce n’est pas un sondage qui offre un point de vue représentatif de la société. Ce qu’il donne à lire, ce sont des valeurs partagées et des conflits qu’il faut savoir aussi prendre en compte. »*

**L’observatoire des débats  :**

**– Une initiative indépendante et neutre** réunissant *« acteurs de l’innovation démocratique, groupements de gilets jaunes, représentants de mouvements écologistes et associatifs, acteurs de la société civile, chercheurs et citoyens ».*

**– Un « miroir des débats »** qui collecte et met à disposition des données sur l’organisation, le déroulement, les thématiques discutées et les propositions formulées

**– Un dispositif de contrôle démocratique** porté par le Groupement d’intérêt scientifique (GIS) Démocratie et participation et par l’Institut de la concertation et participation citoyenne